

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 10/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STORENGY SA site de Beynes**

Bâtiment Djinn  
12 Rue Raoul Norlding - CS70001  
92270 Bois-Colombes

Code AIOT : 0006503162

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement STORENGY SA site de Beynes implanté Chemin de Fleubert 78650 Beynes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a eu lieu lors de l'organisation d'un exercice POI sur le site de Natran à Beynes. Les installations de Storengy pouvant être impactées par l'accident du scénario de l'exercice, un POI a été déclenché chez Storengy.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STORENGY SA site de Beynes
- Chemin de Fleubert 78650 Beynes
- Code AIOT : 0006503162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le stockage souterrain de gaz naturel en nappe aquifère de Beynes est situé dans le département des Yvelines (78) à une vingtaine de kilomètres à l'Ouest de Versailles. C'est le premier stockage souterrain de gaz mis en exploitation en France, en 1956.

Il est composé de deux réservoirs superposés (Beynes Supérieur - 430m et Beynes Profond -740m) et participe à l'alimentation en gaz naturel de la région Parisienne.

Le stockage de Beynes est doté de 2 types d'installations de surface qui sont reliées par deux réseaux de collecte (l'un pour Beynes Supérieur, l'autre pour Beynes Profond) :

- La station centrale regroupe :
  - L'atelier Réservoir, qui permet de gérer les débits d'injection ou de soutirage dans le réservoir, et est composé d'un séparateur gaz/liquide en entrée station, d'un poste de régulation et d'un système de comptage du gaz entrant et sortant ;
  - Deux tours de désulfuration au charbon actif (uniquement pour Beynes Profond), siège d'une réaction d'adsorption permettant au gaz qui est restitué sur le réseau de transport de respecter le taux de soufre réglementaire ;
  - Quatre tours de déshydratation (2 pour Beynes Supérieur et 2 pour Beynes Profond) utilisant un lavage au Triéthylène glycol (TEG) permettant au gaz soutiré de respecter la teneur en eau réglementaire, et trois unités de régénération du TEG ;
  - Quatre électrocompresseurs (2 x 5 MW pour Beynes Supérieur et 2 x 3,7 MW pour Beynes Profond) permettant de comprimer le gaz pour les besoins d'injection et/ou soutirage.
- Les plateformes de puits comprennent :
  - Les puits d'exploitation, situés majoritairement au cœur de la forêt domaniale, sur les communes de Beynes, Marcq et Saulx-Marchais.
  - Une dizaine de puits de contrôle, susceptibles de passer en gaz, implantés au milieu des espaces agricoles au nord de la forêt domaniale, sur les communes de Beynes et Marcq.

#### Situation administrative du site Storengy Beynes :

Le site de stockage de Beynes est régi par le Code Minier et le Code de l'Environnement. Le site comprend des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), soumises à autorisation. Il est également soumis aux obligations de la directive SEVESO III, seuil haut.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence (exercice plan d'opérations interne)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiches scénario POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le comptage du personnel n'a pas été terminé à la fin de l'exercice. L'exploitant doit s'assurer que le comptage du personnel est possible dans un temps compatible avec la nécessité d'évacuation du personnel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiches scénario POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; [...] g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; [...]
<b>Constats :</b>  Le 13 mai 2025, un exercice POI a été réalisé au sein de l'installation Natran à Beynes. Le scénario de l'exercice impactait les installations de compression.  Storengy Beynes étant situé à proximité immédiate de Natran et ayant des installations connectées, l'inspection a observé l'exercice chez Storengy Beynes également, car le phénomène choisi dans le scénario de l'exercice réalisé chez Natran pouvait avoir des effets impactant le site de Storengy.  Lors de l'exercice du 13 mai 2025 chez Natran à Beynes, le POI a également été déclenché par Storengy pour ses installations.  A 9h03 l'exercice est lancé chez Natran : une fuite sur l'installation TC2 est déclarée. A 9h09, Natran appelle Storengy pour les prévenir de l'incident. L'évacuation du personnel Storengy n'est pas demandée. La sirène d'évacuation de Natran est activée à 9h10. A 9h14, Natran appelle à nouveau Storengy: un échappement de gaz a lieu sur l'installation TC2, un bruit est entendu, les installations Natran ont été mises en sécurité. Natran indique qu'une mise en sécurité côté Storengy devrait sûrement être réalisée. A 9h17, Storengy décide de fermer les trois vannes d'isolement de la grille d'interconnexion avec la compression (MV600, MV700AB, MV700BB). A 9h25, Natran appelle à nouveau Storengy: une fuite de gaz importante a lieu, pas d'inflammation pour le moment, un impact potentiel sur toute l'installation Storengy. A 9h27, Storengy déclenche son POI. La sirène d'évacuation est déclenchée immédiatement. Les rôles du POI sont attribués à 9h28 aux équipiers Storengy.  Le DOI demande qu'un responsable du recensement du personnel soit nommé. Storengy dessine, sur une carte du site disponible en salle de crise, les zones d'effets par rapport aux informations fournies par Natran et s'assure que le poste de garde est en dehors des flux thermiques. A 9h30, l'évacuation de l'ensemble de la station centrale est en cours et la mise en sécurité des

installations a été faite (vannes fermées sans purge pour limiter les effets en cas d'inflammation).  
A 9h35, Storengy arrête les MSA des réservoirs Beynes supérieur et Beynes profond.  
A 9h36, Storengy débute le comptage du personnel, et débute les appels aux différentes autorités et organismes prévus dans le POI.  
A 9h38, un problème pour imprimer la feuille de présence est signalé.  
A 9h42, l'appel au SDIS a été réalisé.  
A 9h43, les appels à la DRIEAT et à la préfecture ont été réalisés. La DRIEAT n'a pas répondu, un message vocal a été laissé.  
A 9h45, l'ONF a été appelé.  
A 9h47, l'envoi d'un sms aux riverains (selon une liste pré-établie) a été réalisé.  
A 9h48, le comptage du personnel n'est toujours pas finalisé.  
A 9h51, Natran appelle Storengy afin de bloquer les routes impactées. Storengy demande à 3 binômes du personnel Storengy d'aller bloquer les routes.  
A 9h52, la mairie de Beynes a été appelée. Les mairies de Saulx Marchais, Auteuil le Roi, Andelu, Saint Germain de la Grange et Thoiry sont également appelées par la suite.  
A 9h56, la gendarmerie a été appelée.  
A 10h00, la route B127, le chemin de la petite mare et le chemin de Fleubert sont coupés.  
Les MSR sont laissés ouverts sur demande de Natran, seules les vannes d'isolement de la grille d'interconnexion ont été actionnées par Storengy afin de s'isoler des installations de Natran.  
A 10h03, Storengy a rappelé les équipes barrant les routes car Natran a indiqué que la pression était devenue nulle à l'endroit de la fuite.

L'exercice se termine à 10h07.

Le comptage du personnel Storengy n'est toujours pas terminé.  
Storengy rappelle la DRIEAT pour l'informer de la fin de l'exercice.

L'inspection a pu consulter la fiche scénario du POI de Storengy associée à la survenue d'un incident chez Natran. La fiche détaille bien les actions à réaliser pour un tel incident.

L'inspection a constaté le 13 mai 2025 que l'exploitant Storengy a mis en place dans sa salle de crise un tableau numérique permettant de noter les informations recueillies ou actions effectuées au fur et à mesure de manière synthétique et facilement consultable pour l'ensemble des personnes dans la salle. L'exploitant a également affiché une carte du site sur laquelle il est possible de délimiter les zones d'effets en fonction du scénario en cours.

Ces deux points sont des bonnes pratiques mises en place par l'exploitant.

L'inspection a constaté que chaque exploitant, Natran et Storengy, a déroulé son POI et contacté les autorités nécessaires mais sans expliciter de lien entre les deux exercices.

Storengy était dépendant des informations émanant de Natran, mais l'inspection a constaté que les informations fournies aux autorités par ces deux exploitants étaient parfois différentes :

**Observation : une meilleure coordination entre Natran et Storengy permettrait d'améliorer la communication vers l'extérieur et d'optimiser les appels à passer.**

Conclusion :

**Demande action corrective : l'exploitant doit s'assurer que le comptage du personnel soit réalisé dans un temps compatible avec la nécessité d'évacuer le personnel en cas d'incident/accident. L'exploitant met en place une organisation qui permet le comptage du personnel, même en cas de problème matériel.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

